CRDI
CANADA

IDRC LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE CRDI
JAN 2 3 1996
OTTAWA
ARCSER

INFORMATION COMMUNICATION ET LE CRDI

nº 4, décembre 1995

Le programme d'information et de communication du CRDI -- 25 ans déjà

Martha B. Stone

Ce numéro d'*Information, communication et le CRDI* est le dernier que publie la Division des sciences et systèmes d'information du CRDI. Cet été, le Centre a fait l'objet d'une importante réorganisation, et on y a éliminé toutes les divisions de programme. Désormais, on réalisera le programme d'information dans un cadre pluridisciplinaire et en intégration totale avec toutes les initiatives de programme qu'appuie le Centre. Nous espérons qu'avec cette nouvelle structure, le CRDI sera en mesure de répondre efficacement aux exigences du programme actuel de développement. Dans le présent numéro, Robert Valantin, qui a récemment été nommé scientifique en chef, Information et communication, expose le cadre du nouveau thème du Centre en matière d'information et de communication. Je vous invite à lire attentivement cet article et à ne pas hésiter à adresser vos questions, observations et suggestions à l'intéressé. Il y a lieu de croire que les réalisations, les résultats positifs et les leçons du passé serviront le nouveau programme d'information. Les bases ont été jetées, elles sont solides et prêtes, à mon avis, à soutenir les nouvelles initiatives de programme.

Avec ce numéro du bulletin, nous fêtons un événement, le 25e anniversaire des activités de programme appuyant l'équité de l'accès à l'information. Dans ces pages, les administrateurs de programme présentent des articles qui montrent la richesse du programme d'information et de communication. Voilà d'excellents exemples qui illustrent pourquoi l'information a été l'un des piliers du CRDI depuis sa création, il y a 25 ans. Je crois aussi que les articles répondent clairement à une question primordiale, à savoir ***qui doit en profiter?***

Le Centre pénètre maintenant dans des eaux qui sont encore quelque peu inconnues. Il est, je pense, plus que jamais essentiel de comprendre ce qui s'est fait par le passé et de voir quelles réalisations ont fait du programme d'information et de communication ce qu'il est aujourd'hui. Cette compréhension est primordiale quand on s'aventure sur un nouveau terrain avec de nouveaux moyens qui n'ont pas encore été éprouvés. Comme certains d'entre nous ne seront plus présents quand ces nouveaux programmes et ces nouvelles structures subiront l'épreuve du temps, nous devons veiller dans la mesure du possible à en documenter pleinement le pourquoi, le comment et le pour qui. Ce bulletin d'information est une façon pour moi de m'acquitter de la responsabilité qui est la mienne à cet égard. Dans ce dernier numéro, j'expose donc ma perception de l'impressionnant bilan du programme d'information et de communication du CRDI.

Ce qui manque, malheureusement, c'est le point de vue de ceux qui ont été les partenaires et les bénéficiaires de ce programme. Je regrette vivement que cette formule du bulletin ait eu une durée trop brève pour que l'on puisse y présenter des articles et des observations venant de nos partenaires des pays en développement. Dans les deux derniers numéros, nous avons profité de collaborations de l'extérieur et, dans celui-ci, on trouve un article de Nancy Hafkin, de la Commission économique pour l'Afrique à Addis Abeba, au sujet de la connectivité électronique en Afrique. Ce n'est que grâce à de telles collaborations que l'on pourra apporter une réponse significative à la question de l'importance, de la valeur ou de l'intérêt de l'information pour le programme de développement.

Une dernière remarque d'ordre personnel s'impose: c'est avec beaucoup de fierté que je constate l'apport extraordinaire de mes collègues. Comme je l'ai dit, ils offrent une vue d'ensemble de ce que le programme d'information et de communication a représenté pour le CRDI. Cet organisme a aujourd'hui 25 ans et j'y travaille avec enthousiasme et empressement depuis plus de 15 ans. Je dirige son programme d'information et de communication depuis la fin de 1983. Quelle époque merveilleuse! J'ai eu le bonheur de pouvoir compter sur l'inestimable collaboration des responsables des programmes décrits dans les quatre livraisons de ce bulletin. Que tous sachent qu'au moment où le Centre envisage de nouvelles façons de répondre à l'évolution des besoins de développement dans le monde, je suis honorée de pouvoir témoigner de l'existence d'un programme dynamique, souple et de grande qualité, qui a été et reste à la fine pointe de l'***information au service du développement***. À tout le personnel de l'ancienne Division des sciences et systèmes d'information, MILLE MERCIS du fond du coeur!

(suite à la page 2)

Nouveau thème «Information» au CRDI

Lors de la récente restructuration du CRDI, les initiatives de programme (IP) pluridisciplinaires ont remplacé les programmes des anciennes divisions monodisciplinaires et des bureaux régionaux du Centre à titre de principal mécanisme d'élaboration et de prestation des programmes. Ces IP portent sur certains problèmes de développement et relèvent d'équipes autonomes d'administrateurs de programme qui font maintenant tous partie de la nouvelle Direction générale des programmes (qu'ils soient à Ottawa ou dans un bureau régional). Le Centre compte également un nombre croissant de secrétariats internationaux dont le financement provient de diverses sources.

Les programmes du CRDI s'inscrivent désormais dans un cadre général qui comprend cinq thèmes, chacun de ces thèmes étant confié à un scientifique en chef. Ce dernier a pour tâches de diriger la planification stratégique propre à son thème, de coordonner les initiatives de programme, de favoriser la collaboration entre les thèmes, d'améliorer les liens avec les partenaires internationaux et d'assurer l'excellence sur le plan scientifique et la cohérence en matière de programmes. Ces cinq thèmes, qui sont issus du remaniement des six thèmes que comportait le *Programme institutionnel du CRDI 1993-1996*, sont: 1) Intégration des politiques environnementales, sociales et économiques; 2) Technologie, environnement et société; 3) Biodiversité; 4) Systèmes de production alimentaire menacés; et 5) Information et communication.

Dans l'immédiat, la plus grande partie des programmes axés sur l'information au CRDI se concentreront sur trois IP: 1) Recherche sur les politiques d'information; 2) Systèmes d'apprentissage et de communication; 3) Réseau panasiatique.

De plus, l'information continuera d'être un élément substantiel de tous les programmes (IP et secrétariats) du Centre et de son fonctionnement. **Robert Valantin** (rvalantin@idrc.ca), qui dirigeait auparavant le programme Technologies d'information et de communication de la Division des sciences et systèmes d'information, a été nommé scientifique en chef pour le thème Information et communication. Il préside également le comité consultatif interne du CRDI sur la gestion de l'information.

«Le CRDI», dit-il, «voit désormais le domaine de l'**information** d'une manière assez générale et estime qu'il comprend l'information, la communication et les technologies d'information et de communication, ainsi que les questions connexes en matière de politiques. Les changements qui se produisent au sein du CRDI et du contexte mondial dans lequel le Centre et tous les intervenants du milieu du développement évoluent nous donnent une bonne occasion de nous appuyer sur les 25 années d'excellence du CRDI dans le domaine de l'information et du développement pour envisager l'avenir. Et il en découle qu'il est encore plus important qu'avant que le Centre tire parti des leçons que lui-même et ses partenaires des pays en développement et industrialisés ont apprises, qu'il mise sur les réseaux dont il fait partie avec ses partenaires et qu'il axe ses futurs travaux de recherche et programmes dans le domaine de l'information sur des questions susceptibles d'intéresser l'ensemble du milieu du développement au XXI[e] siècle, un tournant qui approche rapidement.»

Le CRDI et l'ACDI collaborent à un réseau d'information pour la Croix-Rouge

Dans les deux premières livraisons de *Information, communication et le CRDI*, nous avons annoncé et décrit ce projet financé par l'ACDI et administré par le CRDI. Les efforts de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour entrer dans l'ère moderne du traitement de l'information et des communications se sont révélés extrêmement fructueux, le projet approchant de son terme en décembre 1995. On a fait connaître certains résultats des activités dans la publication d'ASLIB intitulée *Program: automated library and information systems* (vol. 29, n° 3, juillet 1995, p. 273-284) dans un article consacré à l'utilisation d'Internet en vue de la création d'un réseau mondial de gestion des catastrophes pour la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. L'auteur de cet article est Linda Stoddart, directrice des Systèmes d'information à la Fédération. On discute actuellement avec l'ACDI de la poursuite du financement de cette importante activité de création d'un réseau d'information pour les activités d'aide humanitaire dans le monde.

— Ronald Archer (rarcher@idrc.ca)

(suite de la page 1)

Il est sûr que je ne jouerai pas le même rôle dans l'avenir du CRDI et de son programme d'information et de communication. Toutefois, en ma qualité de conseillère principale en sciences de l'information, j'espère que le travail que je serai appelée à faire aidera le CRDI à demeurer un chef de file dans les domaines de l'information et du développement international. Ce bulletin a permis d'échanger des renseignements au sujet du programme d'information et de communication du CRDI. Nous, du Centre, nous nous sommes exprimés. Nous aimerions maintenant entendre ce que vous avez à dire! Nous attendons avec impatience vos observations, questions et suggestions. Je vous en prie, répondez à notre appel. M[illegible] meilleurs souvenirs à vous tous, mes amis...

— Martha B. Stone, conseillère principale en sciences de l'information (mstone@idrc.ca)

Archivistique et gestion des documents

Rétrospective de l'aide apportée par le CRDI depuis 25 ans

Le CRDI célèbre cette année son 25e anniversaire et il serait utile et intéressant, je crois, d'aborder l'aide qu'il a apportée en matière d'archivistique et de gestion des documents d'un point de vue historique, tant pour ce qui est de la situation politique canadienne que du climat qui a prévalu en matière d'aide au développement.

Au cours des années 1970, la Division des sciences de l'information (DSI) du CRDI a surtout mis l'accent sur la création de capacités de collecte et de traitement de l'information dans les pays en développement. Le premier projet que le Centre a financé en matière d'archivistique a été l'établissement d'une liste principale des documents sur microformes en Asie du Sud-Est.

Vers 1980-1981, le Canada suivait un cheminement nationaliste et c'est à ce moment-là qu'il a «rapatrié» la Constitution dans laquelle était enchâssée la Charte des droits et libertés. Il était par conséquent tout à fait opportun que le CRDI appuie la proposition des Archives nationales du Zimbabwe concernant le rapatriement des archives du Malawi et de la Zambie. La DSI a commencé à appuyer des propositions visant le renforcement des infrastructures nationales d'information (en Bolivie, dans les Barbades, en Jamaïque, en Jordanie et au Maroc) pour donner suite à l'aide qu'elle avait déjà apportée en matière de création de capacités régionales de traitement de l'information dans des domaines précis, comme l'agriculture et la santé. Ces activités ont notamment permis de faire ressortir l'importance des archives comme pierre angulaire de tout système national d'information.

Dans le *Rapport annuel CRDI 1983-1984*, on affirmait ceci: «Le Centre est extrêmement sensible à la nécessité de former du personnel au Tiers-Monde pour aider au maintien et au développement d'une force autochtone de recherche.» On reconnaissait le rôle important des documents historiques dans l'exécution de la recherche et dans le processus de prise de décision. On constatait aussi que les archives et les centres de gestion des documents des pays en développement risquaient de perdre d'importants documents historiques, en partie à cause d'infrastructures inadéquates, mais aussi en raison de la pénurie de personnel dûment formé. Le Centre a donc financé une série d'ateliers de formation sur l'archivistique et la gestion des documents en Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Nord et en Asie du Sud-Est.

S'il était déjà admis qu'une bonne gestion des archives et des documents du gouvernement faisait partie intégrante des systèmes nationaux d'information, les décideurs commençaient tout juste, au début des années 1990, à accepter l'idée qu'une bonne gestion des documents était essentielle à une «bonne gouvernance». En même temps, le milieu de l'information en est venu à réaliser que, pour encourager les décideurs (qui, dans la plupart des cas, sont chargés de la répartition des ressources financières) à accorder une plus grande priorité au soutien des activités d'information, y compris à la gestion des documents et aux archives, il fallait que le public usager soit mieux informé des avantages d'une bonne information. Il y a eu des activités à cet égard en Ouganda, en Afrique du Sud et en Jamaïque.

Tant au sein du CRDI qu'au Canada, des changements importants se sont produits au début des années 1990. L'examen approfondi et la restructuration qui ont eu lieu au CRDI ont été pour lui l'occasion de réaffirmer sa mission, qui est d'*affranchir par le savoir*, fondée sur le lien explicite entre la connaissance et le développement, et sur la profonde conviction que c'est là l'élément clé du développement des nations, des peuples, des collectivités et des individus. La recherche fournit les moyens d'acquérir les connaissances appropriées et, par conséquent, d'accéder au développement. Le rôle des archives, au sens le plus large du terme, a constitué un aspect sous-jacent de projets de recherche qui ont porté sur la politique industrielle et la réaction du monde des affaires en Argentine, un examen des données juridiques sur la médecine traditionnelle au Kenya et la création de CD-ROM pour archiver la documentation ayant émané de la CNUED ou Sommet de la Terre, qui a eu lieu à Rio de Janeiro en 1992.

Des données de base solides et pertinentes - et, par voie de conséquence, des archives et des centres de gestion des documents qui peuvent organiser et conserver ces données - sont indispensables à l'élaboration des politiques et à la prise des décisions, et donc à une «bonne gouvernance». Il faut miser là-dessus et en tirer parti pour obtenir le financement soutenu du maintien et du perfectionnement des activités liées à l'archivistique et à la gestion des documents dans tous les pays.

En ces temps de réduction des budgets d'APD (et le Canada n'est pas le seul pays industrialisé où il n'y a plus guère d'argent à cette fin et où l'on repense l'APD), il est évident que les organismes subventionnaires ne sont plus en mesure de financer des projets traditionnels de création et d'entretien d'archives. Il faut trouver de nouvelles manières d'atteindre les mêmes buts. Il ne faut plus voir les archives comme des entrepôts de documents anciens, mais plutôt comme la base même de la nouvelle «autoroute de l'information», et cette idée doit être transmise adéquatement à ceux qui prennent les décisions en matière de finances dans tous les pays.

Résumé d'une communication présentée à une conférence interrégionale sur le développement des archives à Tunis, en mai 1995, dont le Conseil international des archives doit publier les actes.

— Ronald Archer (rarcher@idrc.ca)

Création de compétences en communication électronique pour le développement en Afrique

Nancy Hafkin

Le CRDI finance un projet d'une durée de trois ans sur la *création de compétences en communication électronique pour le développement en Afrique* (CCCEDA) dans le but de promouvoir le maillage informatique de toute l'Afrique. La réalisation de ce projet sera assurée par le Système panafricain d'information pour le développement (PADIS) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

Alors que le reste du monde s'est engagé sur l'autoroute mondiale de l'information avec son interconnexion de réseaux informatiques mettant une très riche gamme d'installations et de services d'information à la disposition de l'utilisateur, l'Afrique est, de toutes les grandes régions du monde, la plus éloignée de ce que l'on appelle l'ère de l'information. À une époque où l'exploitation des communications électroniques pour l'échange de données, le transfert de fichiers et l'accès aux bases de données est monnaie courante dans bien des régions du globe, ces techniques demeurent relativement inconnues sur le continent africain. Dans toute cette région, chercheurs, spécialistes du développement, gens d'affaires et autres intéressés ont beaucoup de difficulté à communiquer entre eux et avec leurs collègues d'autres régions. Leur travail est marqué par le manque d'information et le double emploi à une époque où l'évolution socio-économique, technologique et culturelle est rapide. Le projet CCCEDA vise à aider l'Afrique à tirer parti des progrès considérables des communications électroniques pour favoriser son développement socio-économique et promouvoir l'intégration régionale. Ses artisans ont pris pour point de départ les problèmes qui ont isolé l'Afrique des réseaux internationaux:

--degré de développement le plus bas au monde dans le domaine des télécommunications, ce qui entraîne une pénurie de lignes de communication, même en région urbaine;
--degré le plus bas au monde de dépenses en informatique avec pour résultat que les ordinateurs et les compétences en informatique restent une denrée rare dans bien des parties de la région;
--coût élevé des télécommunications, surtout dans le cas des communications internationales;
--barrières tarifaires en communication de données;
--pénurie de spécialistes du domaine en Afrique même.

Avec le gros d'une année encore devant eux, les artisans du CCCEDA ont connu un certain succès. En trois ans, le CCCEDA a entrepris de mettre des réseaux en place, souvent à partir de rien. Le projet en a aussi aidé d'autres qui démarraient à peine dans 27 pays: Maroc et Sénégal en Afrique occidentale, Éthiopie et Djibouti en Afrique orientale et Botswana et Lesotho en Afrique australe, pour ne citer que ceux-là. On prévoit des activités dans dix autres pays pour la dernière année du projet.

Le cas de l'Éthiopie illustre bien certains changements apportés par le projet. Le CCCEDA a créé un nœud électronique FidoNet à Addis Abeba en 1993, se servant d'un système «en différé» quotidiennement en double invitation à émettre avec GreenNet à Londres. Le centre éthiopien compte maintenant plus de 2 000 utilisateurs. C'est un des plus gros d'Afrique, si l'on exclut l'Afrique du Sud. Il y a des usagers dans tous les milieux du développement, qu'il s'agisse du secteur public, de collèges, d'organisations non gouvernementales, de l'entreprise privée, de particuliers ou d'organismes internationaux ou d'aide bilatérale. Des centres satellites ont été créés à Djibouti et en Érythrée. Le nœud a aussi établi un service télématique d'information sur le développement appelé «The Hornet», qui est fort en demande. Il permet à ses utilisateurs de consulter gratuitement des centaines de documents sur le développement socio-économique de la Corne de l'Afrique et leur donne accès à des fichiers et à des logiciels leur permettant d'améliorer leurs systèmes informatiques, ainsi qu'à une tribune où ils peuvent participer à des conférences électroniques internationales et échanger sur une multitude de sujets.

The Hornet s'est fait une réputation de choix comme source de documentation sur le développement. Comme le disent les gens, si vous voulez vous renseigner, consultez d'abord The Hornet. Maintenant que les utilisateurs se sont largement multipliés et qu'ils savent pouvoir tabler sur leurs compétences dans le domaine des réseaux, ils demandent un niveau de service plus élevé et désirent un accès à Internet afin de pouvoir consulter instantanément les trésors d'information qu'il renferme. Ainsi, la personne chargée du projet, Lishan Adam, dirige maintenant l'équipe technique d'un groupe consultatif ayant pour mot d'ordre «*Internet pour l'Éthiopie*».

Dans d'autres pays appuyés par le CCCEDA comme l'Ouganda et la Zambie, où les utilisateurs sont nombreux et la réglementation publique favorable, on est passé au cours de la dernière année des systèmes Fido (courrier électronique seulement) à l'accès complet à Internet. C'est dans cette voie que devraient aussi s'engager d'ici un à trois ans bon nombre des centres établis par le CCCEDA.

Le projet a eu d'intéressantes retombées. Ses artisans ont contribué à organiser - avec le CRDI et l'Union internationale des télécommunications - le Symposium régional sur la télématique au service du développement en Afrique, qui a eu lieu à Addis Abeba en avril 1995 et a réuni plus de 300 personnes désireuses d'oeuvrer à l'essor des réseaux électroniques africains. Ils ont également contribué à l'adoption, à la conférence de 1995 des ministres de la Planification et du Développement de la CEA, d'une résolution marquante qui, portant le

(suite à la page 5)

Atelier de Bamako sur REDATAM+ et sur le SIG

En juillet 1995, on tenait à Bamako (Mali), au Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement (CERPOD), un atelier de deux semaines sur la conception d'applications de REDATAM+ et du SIG pour les chercheurs de cinq pays africains, à savoir le Mali, le Burkina Faso, le Cameroun, le Ghana et l'Égypte. L'excellente organisation et le matériel de qualité du CERPOD ont grandement facilité les activités.

Serge Poulard (CELADE ou Centre latino-américain de démographie), Brent Hall (Université de Waterloo) et Zbigniew Mikolajuk (CRDI) ont établi le programme de l'atelier prévoyant un exposé sommaire de la technologie des systèmes d'aide à la décision, une présentation du logiciel SIG et de la version Windows de REDATAM, un apprentissage des caractéristiques avancées de REDATAM+ et un examen des méthodes d'élaboration d'applications. L'idée de base était d'apprendre en discutant et en résolvant des problèmes concrets. Depuis que le projet a débuté en octobre 1994, les organismes participants ont trouvé des applications, recueilli des données utiles et installé et employé des outils logiciels (REDATAM+, ArcView2, ATLAS-GIS, IDRISI et GIS Tutor2). L'atelier a été une excellente occasion de confronter les expériences et d'accroître la collaboration entre les chercheurs africains.

Voici les spécialistes de l'informatique et les concepteurs d'applications REDATAM qui ont participé à l'atelier : Diarra Fadima Diarra, Alpha Sidi Maiga, Aboubacarry Dicko, Moussa Dolo (CERPOD, Mali), Michel Kaboré (UERD, Burkina Faso), Hélène Kamgno, Kishimba Ngoy (IFORD, Cameroun), Eric Augustt (RIPS, Ghana) et Amany Gad (CDC, Égypte).

Tous les participants s'étaient bien préparés à cet atelier, dont ils ont assuré le succès par leur compétence technique et leur enthousiasme. Certaines applications présentées et examinées à l'occasion de cet atelier (répartition des usines textiles, surveillance des maladies diarrhéiques, répercussions des programmes de planning familial, planification du développement de l'enseignement primaire) ont tout pour devenir des modules pouvant faire l'objet d'une distribution en Afrique et dans d'autres régions en développement. L'atelier a été marquant pour le projet *REDATAM+ et création de SIG d'aide à la décision en Afrique*, qui fait partie d'une initiative plus vaste du CRDI visant à la réalisation des objectifs d'*Action 21* dans le secteur de l'application de la technologie de l'information à la prise de décision en matière de développement durable.

-- Zbigniew Mikolajuk
(zmikolajuk@idrc.ca)

(suite de la page 4)

numéro 795(xxx) et traitant de la construction de l'autoroute de l'information de l'Afrique, loue le CRDI pour ses efforts de promotion de l'ère de l'information sur le continent africain et invite instamment les pays d'Afrique à se doter de réseaux nationaux d'information pour la prise de décision et la planification dans le cadre des infrastructures de l'autoroute de l'information en Afrique. Ils ont enfin joué un grand rôle dans la formation d'un noyau de professionnels qui était absent en Afrique, celui des fournisseurs indépendants de services de communication électronique.

À l'heure actuelle, on évalue les réalisations du projet dans le cadre d'une série d'études que consacre le CRDI aux effets de l'information sur le développement. Il s'agit d'un ensemble de quatre études portant sur l'incidence des réseaux électroniques sur le développement. En Afrique, ces réseaux sont sur le point de prendre leur essor, pour des raisons en partie extérieures (baisse rapide dans le monde du coût des télécommunications, progrès rapides de la technologie de l'information et plus particulièrement avènement du microterminal). On peut attribuer en partie au projet certains des autres changements qui ont mené la région jusque-là: accroissement rapide du nombre d'usagers des communications électroniques, formation d'opérateurs de systèmes, établissement de nœuds dans presque tous les pays africains (sauf en Afrique centrale où tout est encore à faire) et sensibilisation des milieux politiques de la région à l'importance de la révolution de l'information.

En quoi la situation est-elle véritablement changée? Un message électronique reçu par les responsables du CCCEDA la semaine dernière en donne sans doute un bon aperçu. Un professeur du Collège Fourah Bay en Sierra Leone, où le CCCEDA a récemment établi un nœud FidoNet, nous a écrit ceci:

Avant que vous nous donniez accès aux réseaux, nous étions presque totalement isolés des scientifiques et des chercheurs de l'extérieur. Nous ne recevions pas de lettres et, à 8 $ la page, les messages transmis par télécopieur étaient d'un coût prohibitif. Grâce aux réseaux électroniques, nous sommes aujourd'hui en communication quotidienne avec le reste de l'Afrique, l'Europe et les États-Unis. Nous avons obtenu de nouvelles subventions pour poursuivre nos travaux dans d'importants domaines et nos enseignants collaborent à l'exécution de recherches avec d'autres universités dans le monde entier, tout cela grâce au CCCEDA. P.-S.: Pourriez-vous nous envoyer dix autres modems afin que nous puissions mettre en liaison nos autres campus éloignés?

M^me^ Hafkin est agent supérieur en affaires économiques à la CEA, où elle a la responsabilité du PADIS. Son adresse est nhafkin@padis.gn.apc.org.

Information, communication et rapports hommes-femmes

On reconnaît de plus en plus que les femmes ont un rôle essentiel à jouer dans un développement humain durable. Dans son *Programme institutionnel*, le CRDI souligne que le développement durable doit reposer sur les principes de l'équité et de l'affranchissement, idées fondamentales pour l'appui apporté à des recherches attentives aux rapports femmes-hommes. Dans ce court article, nous résumerons les récents efforts du CRDI en vue de promouvoir l'examen des questions liées aux rapports hommes-femmes dans le domaine de l'information et de la communication.

Ces dernières années, le CRDI a appuyé les capacités de recherche sur les rapports hommes-femmes et l'égalité des sexes en intégrant cette question dans tous ses programmes et activités. La stratégie sur les femmes, les hommes et l'information mise de l'avant en 1993 vise à garantir qu'il soit tenu compte systématiquement des questions ayant trait aux rapports hommes-femmes tant dans le contenu que dans la réalisation des projets et des programmes. Elle prévoit des mesures précises d'intégration de ces questions au contenu et à l'exécution des activités et des recherches sur des questions particulières relevant de ce thème, ainsi qu'une sensibilisation et une formation du personnel. Après la diffusion de ce document, on s'est soucié davantage de tout ce qui concerne les rapports hommes-femmes et l'information et la communication dans les divers programmes ou projets.

Lors d'une réunion qui a eu lieu au Burkina Faso en novembre 1994, un certain nombre d'ONG africaines ont participé à l'élaboration du Programme de communication pour le développement du CRDI. L'une des priorités dégagées était la nécessité de faire porter en priorité les recherches et les interventions en Afrique sur les femmes et les jeunes filles. On se doit d'examiner comment le programme du CRDI sur la communication et le développement peut élargir les possibilités de participation des femmes à la communication et au développement, et donc leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie.

Le CRDI a pris part à certaines des activités qui ont servi à préparer la 4e Conférence mondiale sur les femmes à Beijing. C'est à cette occasion qu'il a lancé son service de télévision planétaire WETV, fruit d'un partenariat international unique destiné à établir un réseau mondial de télévision où diverses voix des pays en développement et industrialisés pourront se faire entendre et où les femmes pourront se prononcer tant sur les questions féminines au sens traditionnel du terme que sur des questions d'intérêt mondial. L'orientation adoptée a consisté en partie à rechercher et à appuyer des productrices indépendantes dans le monde pour offrir à Beijing des émissions se rapportant directement aux principaux thèmes choisis.

Ont aussi oeuvré à Beijing les artisans d'un projet sur les femmes, les hommes et la technologie de l'information, réalisé par l'Association for Progressive Communications et les réseaux qui y sont associés. Ce programme d'une durée de deux ans vise à rendre plus accessibles aux femmes les moyens de formation, de technologie, d'information et de communication par réseau, l'accent étant mis sur les femmes du Sud. On se proposait à court terme de donner aux femmes la capacité technique de mieux se préparer à la Conférence.

À plus long terme, on entend favoriser et appuyer a) la création à l'échelle internationale de réseaux féminins permanents permettant aux femmes d'avoir une présence efficace dans de nombreuses tribunes mondiales et b) la constitution d'un noyau de techniciennes hautement qualifiées en technologie, en gestion de l'information et en promotion de politiques, dans le but de susciter une plus grande participation des femmes au sein de la société.

En décembre 1993, la Commission des sciences et de la technique au service du développement, un organisme des Nations Unies, recevait une subvention d'un consortium de donateurs internationaux pour l'examen des rapports femmes-hommes dans les sciences et les techniques destinées au développement durable. Pour sa part, le personnel du CRDI a présenté une étude ayant pour titre *L'information, outil de transformation: la dimension sexuelle*, où il dégage plusieurs questions de recherche présentant un intérêt pratique et stratégique pour les femmes qui fournissent et utilisent l'information. On s'y pose les questions suivantes: de quelle information a-t-on besoin? tout le monde y a-t-il accès? les réseaux électroniques, les micro-ordinateurs, les systèmes multimédia et la télévision sont-ils disponibles, adaptables et faciles à utiliser? quel en est l'effet?

On conclut l'étude en disant que les questions liées aux rapports hommes-femmes n'ont pas joué un grand rôle dans la conception et l'exploitation des services d'information pour le développement, ni dans l'application des technologies d'information et de communication. Pour les femmes, il en a résulté un accès restreint à l'information et aux nouvelles technologies en la matière, des conséquences néfastes sur les perspectives d'emploi et des contraintes quant aux avantages à tirer d'une présence active dans une société de l'information en pleine évolution. Il faudra des efforts plus concertés en ce qui concerne la recherche, l'élaboration des politiques et les mesures de sensibilisation et d'intervention pour redresser la situation.

Le CRDI a récemment fait connaître les conclusions de l'étude de la Commission sous le titre *L'autre developpement — l'égalité des sexes dans la science et technologie* *(voir la page 12)*.

—Tavinder Nijhawan
(tnijhawan@idrc.ca)

Management et marketing des services et systemes d'information en Afrique de l'ouest et du centre

En reconnaissance du rôle essentiel de l'information dans le développement, de nombreux pays et organismes régionaux en Afrique ont, au cours de ces deux dernières décennies, consenti des efforts substantiels pour créer et développer des services et systèmes d'information (SSI) dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture et les ressources naturelles, la santé, l'éducation, l'économie. Cela s'est traduit par une relative amélioration de l'infrastructure locale à la fois au niveau des ressources humaines qu'à celui de la disponibilité de l'information. Force est toutefois de constater que les ressources informationnelles sont sous-exploitées parce que généralement méconnues d'un large public et souvent faute de moyens pour assurer la viabilité des services aux utilisateurs. Cette situation est pour l'essentiel due à des lacunes en matière de capacités managériales des responsables des SSI, et à des problèmes d'échanges avec les clientèles réelles et potentielles.

Des enquêtes menées à l'instigation du CRDI sur la situation des SSI en Afrique ont montré l'existence d'énormes besoins de formation en management et en marketing qui s'expliquent, pour une large part, par le fait que les programmes des écoles de formation des spécialistes de l'information sont insuffisamment ouverts à ces disciplines. Les enseignants de ces écoles sont confrontés à un manque de matériel didactique adapté aux spécificités des SSI, particulièrement dans le contexte des pays africains. C'est pourquoi, dans le cadre de sa stratégie d'information en Afrique subsaharienne, le CRDI appuie des institutions africaines à développer des activités dans ce domaine. En Afrique occidentale et centrale, l'Institut panafricain de développement (IPD) accueille en ce moment un projet de recherche dont l'objectif est de développer un programme de formation adapté aux réalités locales. Les résultats du projet devraient contribuer à l'instauration d'un programme de formation permanente à l'IPD et à l'introduction de modules spécialisés dans les écoles de formation des spécialistes de l'information.

La méthodologie du projet s'articule autour de trois phases successives et complémentaires : une **phase de recherche** devant conduire au développement du programme de formation et à l'élaboration du matériel didactique ; une **phase de formation** destinée à l'expérimentation et à la validation du programme à travers des sessions alternant la formation en salle, la recherche sur le terrain et l'application pratique; une **phase de dissémination** qui permettra au projet de diffuser ses résultats à la communauté des formateurs et des praticiens par l'entremise d'un colloque et la publication d'un guide pratique de management et marketing des SSI. Le projet, d'une durée de quatre ans, est co-exécuté par l'IPD et l'Ecole de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal. De hauts responsables de systèmes d'information de la région, dont deux anciens boursiers du CRDI formés à l'EBSI, ainsi que des enseignants d'écoles des sciences de l'information (Maroc, Tunisie) et de management font partie des chercheurs-formateurs intervenant dans ce projet qui en est à sa première année de mise en oeuvre qui correspond à la phase de la recherche.

—Alioune Camara (acamara@idrc.ca)

Atelier du CRDI sur l'incidence de l'information

Depuis 1992, le CRDI appuie un important programme de recherche qui s'attache à l'incidence de l'information sur le développement, dans le but de faire voir les avantages de taille que procurent des systèmes et des services d'information appropriés et d'ainsi mieux faire reconnaître le rôle que l'information est appelée à jouer dans le développement, et notamment dans la transformation des sociétés et des économies. De tels efforts de recherche visent à infléchir en conséquence les politiques de développement qui intéressent l'information, à accroître les fonds investis dans ce secteur et, en fin de compte, à renforcer l'utilisation de l'information comme ressource stratégique de développement.

Le point de départ du programme de recherche du CRDI a été une téléconférence informatisée où on a examiné les notions fondamentales liées au rôle, à la valeur, aux avantages et aux effets de l'information, ce qui a permis de concevoir une méthodologie possible d'évaluation de l'incidence de l'information. On essaie et affine aujourd'hui ce cadre méthodologique grâce à un réseau international d'études de cas et à des recherches connexes dans divers secteurs de l'information. Ce réseau réunit des institutions d'Afrique, d'Asie, des Antilles, d'Amérique latine et du Canada.

Un jalon essentiel du programme de recherche a été un atelier visant à l'obtention d'une rétroaction provisoire sur les méthodes mises à l'essai et au renforcement de l'interaction directe entre les chercheurs travaillant sur ce sujet complexe. La rencontre a eu lieu en juillet 1995 au siège du CRDI, à Ottawa. Parmi les 25 participants, il y avait des représentants de toutes les études de cas et des activités de recherche connexes. Dans les communications présentées, ils ont livré des conseils pratiques sur les instruments d'investigation, des premières conclusions fondées sur des résultats préliminaires, un aperçu du programme de recherche, une évaluation de la téléconférence informatisée initiale ainsi que des observations sur les questions plus vastes liées à l'incidence de l'information. Le CRDI vient de publier les délibérations de cet atelier de même qu'une bibliographie analytique sous le titre *Making a Difference: Measuring the Impact of Information on Development* *(voir la page 12)*.

—Paul McConnell (pmcconell@idrc.ca)

Géomatique et désertification

L'article 16 de la *Convention sur la désertification* et le chapitre 12 du programme *Action 21* font ressortir l'importance de la collecte, de la normalisation, de l'analyse et de l'échange de données pour une observation systématique de la dégradation des sols dans les territoires touchés et une compréhension et une évaluation plus poussées des mécanismes et des effets de la sécheresse et de la désertification. La Convention insiste sur la nécessité de renforcer les capacités de recherche, plus particulièrement en Afrique, par la création de compétences locales. Elle reconnaît l'importance de l'acquisition de compétences, de l'éducation et de la sensibilisation dans la lutte contre la désertification et favorise, par conséquent, le transfert, l'adaptation et l'élaboration en toute efficacité de technologies respectueuses de l'environnement.

Une orientation «problèmes» intégrée

Les organismes capables d'acquérir de l'information actuelle, précise et utile et de l'exploiter efficacement jouissent d'un immense avantage au moment de concevoir des politiques, des stratégies et des plans d'action pour prévenir un épuisement irréversible des ressources terrestres et aquatiques. Une orientation «problèmes» intégrée s'impose donc si on entend résoudre d'une manière cohérente les questions d'information relatives à la désertification. Le CRDI appuiera des activités faisant appel à tout ce qui est technologies et techniques de l'information (réseaux, systèmes d'information géographique, systèmes de positionnement global, instruments de télédétection et de gestion des connaissances, etc.) pour relier les niveaux local, national et international et rendre les données, l'information en général et les connaissances plus accessibles et plus exploitables en vue de décisions et de mesures plus éclairées de lutte contre la désertification en Afrique et au Moyen-Orient.

Le but visé à long terme consiste à élaborer et appliquer un cadre d'activités de recherche et de formation devant permettre aux pays d'Afrique et du Moyen-Orient qui sont exposés à la désertification d'exécuter et de mettre à profit des recherches sur la géomatique, les techniques multimédia et les réseaux en vue d'accroître l'accès à la connaissance du processus de désertification et des questions d'information, qu'il s'agisse d'acquérir, d'étayer et d'échanger des renseignements sur les connaissances locales, d'examiner des réformes des régimes fonciers, de surveiller les effets biophysiques et sociaux des programmes d'action nationaux, de mettre au point des systèmes d'alerte rapide au niveau local et de les relier aux niveaux national et international ou enfin de surveiller et d'évaluer les effets de la désertification sur les conditions sanitaires.

Projet de consortium de recherche-formation en géomatique

On choisira et définira de concert avec les intervenants et les institutions partenaires appropriés les activités qui relèvent des secteurs d'intérêt que nous venons d'énumérer. Une démarche coordonnée comme celle-là exige beaucoup de temps. Cette année, nous nous emploierons d'abord à cerner les besoins et les priorités et à trouver les intervenants qui nous aideront à réaliser les activités, puis à élaborer un *projet de consortium de recherche-formation en géomatique* embrassant tous ces domaines d'intérêt.

Le but premier du projet est de créer des capacités locales dans ce secteur. Il s'agit de constituer un consortium d'instituts de formation et de recherche et d'ainsi aider à développer et à entretenir les connaissances et les compétences des chercheurs en géomatique dans les pays en développement. Les étudiants seront ainsi davantage en mesure de faire des recherches sur des applications et des problèmes précis présentant un intérêt pratique pour l'Afrique, en fonction de la priorité accordée à la désertification. Pour empêcher tout «exode des cerveaux», on envisagera une formation à distance faisant appel aux techniques multimédia et aux technologies de communication. On prévoit une bonne réintégration des nouveaux diplômés da leur pays d'origine.

Partenaires du projet

Le CRDI fournira des fonds de démarrage à ce projet et le reste viendra d'autres organismes à vocation internationale. Nous avons pris contact avec plusieurs d'entre eux : Agence de coopération culturelle et technique, Agence canadienne de développement international, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Club du Sahel-OCDE, Observatoire du Sahel et du Sahara et Géomatique Canada. Un partenaire du projet, l'Université de Sherbrooke, a déjà obtenu des fonds de l'AUPELF-UREF pour l'élaboration du programme d'études en français. D'autres organismes comme la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le Secrétariat pour les pays du Commonwealth et certains organismes d'aide bilatérale pourraient être mis à contribution pour la création d'un programme bilingue. À plus long terme, le produit de la vente de trousses de formation pourrait être affecté au financement des activités du projet.

-- Djilali Benmouffok (dbenmouffok@idrc.ca)

Information, communication et le CRDI (livraison n° 4)
est publié par le Bureau de la conseillère principale en sciences de l'information, Centre de recherches pour le développement international, C.P. 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9.
Conseillère principale en sciences de l'information: Martha B. Stone
Rédaction: Atsuko Cooke
téléphone: (613) 236-6163,
télécopieur: (613) 563-3858
Internet: acooke@idrc.ca
ISSN: 1195-6887.

On peut demander les livraisons antérieures de ce bulletin à Heather Cook à hcook@idrc.ca.

This publication is also available in English.

Information et communication pour la reconstruction et le développement en Afrique du Sud

Les élections démocratiques de mai 1994 en Afrique du Sud ont porté au pouvoir un gouvernement d'unité nationale (GNU) qui a promis d'abattre les structures discriminatoires du régime antérieur fondé sur l'apartheid. Le GNU a mis de l'avant le Programme de reconstruction et de développement (PRD) comme cadre destiné à corriger les déséquilibres de l'ancien régime de domination de la minorité blanche. Le PRD vise principalement à élever le niveau de vie des groupes sud-africains auparavant marginalisés en mettant l'accent sur la satisfaction des besoins fondamentaux, la valorisation des ressources humaines, l'édification de l'économie et la démocratisation de l'État et de la société civile.

Au coeur de la réussite du PRD et d'une évolution sociale durable dans ce pays, il y a la reconnaissance du rôle que jouent l'information et la communication dans le développement national. Pour que la transformation qui s'esquisse en Afrique du Sud se réalise pleinement, il faut réformer foncièrement les conditions d'échange de l'information, de communication et de participation dans l'économie et la société sud-africaines, ce qui comprend l'établissement et l'exploitation d'infrastructures et de technologies modernes d'information pour favoriser le changement social.

Avec ses 25 ans d'expérience dans les questions touchant aux politiques nationales d'information et sa connaissance approfondie du climat socio-politique en Afrique du Sud, et pour avoir eu une présence active dans ce pays pendant les années qui ont précédé la transition vers la démocratie, le CRDI est bien placé pour aider le GNU dans ses tâches de planification des politiques nationales d'information et de communication. En fait, il a entrepris un projet d'une durée de trois ans ayant pour but de conseiller et de seconder le gouvernement sud-africain dans la conceptualisation, l'élaboration et la mise en place de programmes, de systèmes et de politiques d'information qui appuieront la réalisation de ses objectifs de développement.

Le projet est né de plusieurs visites et missions d'exploration, dont la première a été effectuée vers la fin de 1993. Il vise plus particulièrement à orienter et à aider le GNU dans l'élaboration de politiques générales et sectorielles d'information et de communication, le but ultime étant la formulation d'une politique nationale de l'information. Ce faisant, il pourra aussi contribuer à la conception et à l'élaboration de systèmes d'information de gestion et d'aide à la décision pour divers niveaux de gouvernement et pour les bureaux du PRD (surveillance et évaluation de ses projets prioritaires). Voici des exemples d'activités envisagées: élaboration d'une politique nationale de l'information et des bibliothèques; établissement d'une politique de l'information pour des secteurs comme celui des petites et moyennes entreprises; mesures visant à faciliter la création d'un réseau d'information sur l'activité législative et la gestion des affaires publiques; préparation de mesures législatives en matière d'accès à l'information; conservation des données et des archives des anciens États du Transkei, du Bophuthatswana, du Venda et du Ciskei. Le CRDI a affecté pour trois ans une conseillère principale, Kate Wild, à son bureau régional d'Afrique du Sud pour appuyer ces activités.

Lors d'une mission du CRDI en novembre 1994, on a jugé que les télécommunications étaient une «priorité pressante» pour la réalisation du PRD. Le ministère sud-africain des Postes, des Télécommunications et de la Radiodiffusion a demandé au Centre de l'aider à élaborer une politique nationale des télécommunications. Comme ces dernières représentent un enjeu de taille sur le plan des politiques, on doit veiller dans toute réforme à ménager une participation publique aussi large que possible. Le projet *cadre public d'élaboration d'une politique et d'une réglementation des télécommunications en Afrique du Sud* est financé conjointement par le CRDI et l'Agence canadienne de développement international. En mai 1995, on a constitué une équipe de spécialistes d'Afrique du Sud et d'autres pays qui ont consulté les intervenants clés dans ce secteur. C'est ainsi qu'on a préparé un projet de livre vert qui établit le cadre des grandes questions à débattre dans les consultations publiques. La mission était dirigée par Robert Valantin, directeur, Technologies d'information et de communication, à la DSSI au CRDI. On a aussi créé un bureau autonome pour le projet de politique nationale des télécommunications (PPNT) sous la direction de Willie Currie, conseiller spécial auprès de Pallo Jordan, ministre des Postes, des Télécommunications et de la Radiodiffusion.

Les responsables du PPNT ont tenu des consultations publiques sur le livre vert des télécommunications et reçu de nombreuses réponses. Le livre blanc qui suivra - document en cours de rédaction - servira de base à l'adoption d'une politique nationale et au dépôt d'un projet de loi sur les télécommunications en mars 1996. *Pour plus de renseignements à ce sujet, prière de s'adresser à Robert Valantin (rvalantin@idrc.ca) ou à Kate Wild (kwild@idrc.ca).*

– Renald Lafond, Luc Laviolette et Robert Valantin

La cinquième édition du DAI CD-ROM

Pour commander la cinquième édition du DAI CD-ROM, écrivez à:
Unité de coordination pour l'INDIX, CRDI, B.P. 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9
télécopieur: (613) 563-3858
Internet: indix@idrc.ca.

La communication pour le développement en Afrique de l'ouest -- un appui du CRDI aux ONG

Les organisations non-gouvernementales (ONG) jouent un rôle essentiel dans le développement. Ce sont en particulier ces organisations qui travaillent avec les populations locales à la résolution de problèmes de développement spécifiques. La communication est une composante importante de leur travail, particulièrement celle qui vise à impliquer les groupes dans des actions de développement, à partager des connaissances, développer des attitudes et modifier des comportements.

Cette **communication participative pour le développement** permet aux groupes et aux communautés de diagnostiquer les problèmes auxquels ils font face, d'identifier des solutions possibles, de prendre des décisions bien informées, d'acquérir les connaissances nécessaires, et de se mobiliser pour l'action. Bref, elle leur permet de prendre en charge leur propre développement. Un programme développé par le CRDI en Afrique de l'Ouest vise à appuyer les ONG à utiliser la communication comme outil de développement auprès des communautés de base. Cette initiative s'adresse en priorité aux ONG de neuf pays de la sous-région: Mali, Burkina Faso, Sénégal, Côte d'Ivoire, Bénin, Guinée, Ghana, Nigéria et Cameroun.

Invitées à prendre part au processus d'élaboration du programme, près d'une centaine d'intervenants de ces organisations ont d'abord identifié cinq priorités en matière de communication pour le développement dans leur région: la formation des ONG en communication participative, le support de la communication à l'éducation à la base, la connaissance des conditions de réussite des interventions en communication au niveau des communautés locales, l'utilisation de canaux et de stratégies de communication traditionnels ainsi que des savoirs locaux et finalement, l'emphase à placer sur la communication avec la femme africaine. Dans un deuxième temps, une rencontre régionale rassemblant une quarantaine d'ONG permit d'identifier, à partir de ces priorités, l'objectif du nouveau programme du CRDI, celui de renforcer les capacités des ONG à utiliser la communication participative auprès des communautés locales, comme support à l'éducation à la base. Les femmes et les jeunes filles furent également identifiés comme public-cible privilégié.

Le programme, qui doit démarrer durant le courant de l'année, aidera à la création d'un réseau des ONG dans le domaine de la communication pour le développement. Ce réseau permettra aux ONG d'entreprendre diverses activités de recherche, associées étroitement à leur action sur le terrain et liées au thème du programme. Le réseau assurera également la diffusion des informations touchant les processus et les résultats de recherche auprès des autres ONG de la région, ainsi qu' auprès de preneurs de décisions au niveau national et régional. Son secrétariat sera établi à Inades-Formation, à Abidjan. D'autres bailleurs ont exprimé leur intérêt à participer au réseau . Il est à souhaiter que cette collaboration entre les donneurs permettra un plus grand impact à cet appui du CRDI à l'action des ONG d'Afrique de l'ouest en communication participative pour le développement.

-- Guy Bessette (gbessette@idrc.ca)

La base de données IDRIS 12 ans plus tard

En 1981, six organismes s'occupant de financement de projets de recherche dans les pays en développement ont commencé à se concerter officieusement sur des problèmes et des questions d'intérêt commun. Ils ont notamment reconnu l'importance d'échanger de l'information sur leurs activités, ce qui leur permet d'éviter le double emploi et de réaliser des projets en collaboration. Ils ont créé à cette fin une base de données commune appelée IDRIS ou Système d'information interorganismes sur la recherche en développement, dont la mise au point a été confiée à leurs agents d'information. Le CRDI a fourni les moyens informatiques et les compétences en entretien de base de données et les autres organismes ont converti en format IDRIS les données sur leurs activités respectives d'aide à la recherche et les ont fournies au Centre.

Douze ans se sont écoulés depuis le début de l'exploitation en direct de cette base de données, qui contient aujourd'hui plus de 9 500 enregistrements sur des projets de recherche au service du développement. Certains des partenaires fondateurs ont quitté et ont été remplacés. Voici quels sont les organismes participants aujourd'hui : Board on Science and Technology for International Development, Fondation internationale pour la science, Japan International Cooperation Agency, Service de coopération en recherche de l'Agence suédoise de développement international et CRDI. IDRIS renseigne sur tous les projets de recherche, achevés ou en cours, financés par les organismes participants dans tous les domaines du développement (santé, information, agriculture, alimentation et nutrition, économie et industrie, environnement, droits de la personne et sciences sociales) et dans tous les pays du Sud. On peut la consulter gratuitement grâce au Service de bases de données sur le développement de la bibliothèque du CRDI (sur Internet). Les usagers de MINISIS et les utilisateurs de micro-CDS/ISIS peuvent recevoir les données IDRIS sur bande ou disquette et les implanter dans leurs propres systèmes d'information. Ces données figurent aussi dans la base de données INDIX-DAI sur CD-ROM.

-- Mary Campbell (mcampbell@idrc.ca)

Service d'information et de communication du Programme international Iwokrama sur la forêt ombrophile au Guyana

Le gouvernement du Guyana a réservé 360 000 hectares de forêt vierge ombrophile (2 % de toutes ses forêts ombrophiles) dans les monts Iwokrama en vue de recherches sur l'aménagement durable de la forêt ombrophile tropicale. Le programme Iwokrama est unique à cause de la grande biodiversité de la forêt vierge tropicale étudiée et de son rôle possible de «laboratoire vivant» de recherche sur différents aspects du développement durable de la forêt tropicale, question d'intérêt pour la communauté internationale aujourd'hui.

Ce programme vise à indiquer au Guyana et au monde comment gérer la forêt tropicale dans une perspective de durabilité et au mieux des intérêts socio-économiques en concevant des méthodes d'exploitation de la forêt, en étudiant de nouvelles façons de protéger celle-ci tout en tirant parti de sa biodiversité, ainsi qu'en veillant à faire connaître ce qui fonctionne et ne fonctionne pas en matière d'aménagement de la forêt tropicale et à en tirer des leçons pour que l'être humain en bénéficie dès maintenant et aussi à l'avenir.

Exploitation et protection des ressources

Le territoire où est exécuté le programme offre un large éventail de ressources naturelles qui traduit la grande variété de ses conditions écologiques et sa diversité biologique considérable. Le programme Iwokrama démontrera que l'exploitation viable des ressources forestières est compatible avec leur protection. On s'assurera le concours étroit et on apprendra des collectivités amérindiennes voisines, qui tirent depuis toujours leur subsistance de la forêt. On prévoit des recherches en vue de l'amélioration des pratiques d'aménagement forestier et de la formation à leur application.

Le Programme international Iwokrama sur la forêt ombrophile comportera deux volets:

--***une réserve intégrale***, sorte de laboratoire naturel où les ressources biologiques continueront à évoluer sans perturbation et où on pourra faire des recherches sur la biodiversité et les écosystèmes, et

--***une zone d'exploitation viable des ressources de la forêt ombrophile tropicale***, où on démontrera comment cette forêt peut apporter des avantages économiques compatibles avec le respect de l'environnement tant à la population du Guyana qu'à la communauté internationale.

Un centre international réalisera ce programme. Il fera de la recherche et de la formation et mettra des technologies au point pour la promotion de la protection et de l'exploitation viable et équitable de la forêt ombrophile tropicale de telle sorte qu'il en découlera des avantages écologiques, économiques et sociaux durables pour le Guyana et le monde dans son ensemble. Il sera situé sur le campus de l'université du Guyana, avec laquelle les artisans du programme Iwokrama collaboreront étroitement dans un certain nombre de dossiers de recherche. On a établi dans la forêt ombrophile un camp de base où chercheurs et scientifiques visiteurs pourront être hébergés.

Le CRDI coparraine le programme avec le Secrétariat pour les pays du Commonwealth et le PNUD. Il conseille ses administrateurs sur les aspects institutionnels, administratifs et opérationnels (activités de recherche) de son élaboration. Il finance en outre les activités de création du service d'information et de communication du programme Iwokrama au centre international.

Point de convergence

Ce service devrait devenir le point de convergence de l'information et de la communication sur l'aménagement durable de la forêt et la protection de la biodiversité, aboutissement des recherches du programme Iwokrama. Ses objectifs seront de servir de canal à la diffusion nationale et internationale des connaissances sur l'exploitation viable de la forêt ombrophile tropicale et la protection de la biodiversité forestière, d'assurer un dialogue entre le personnel du projet, les collectivités locales et divers intervenants régionaux et internationaux et d'appuyer les activités de recherche du programme. Il facilitera la participation des collectivités locales aux travaux de recherche prévus et constituera un réservoir de ressources d'information pour la recherche. Il diffusera enfin les résultats des activités du programme.

Création de liens de recherche

Le service d'information et de communication aura trois grandes orientations : 1) **communication à l'appui du développement** en vue de guider les artisans du programme dans leur dialogue et leur collaboration avec les collectivités locales voisines et avec les autres intervenants du projet; 2) **gestion et maillage de l'information** en vue d'assurer un service d'information qui recueillera, gérera et reconditionnera des données destinées à soutenir les activités de recherche et de développement du programme Iwokrama et d'établir une liaison avec les organismes de recherche, les chercheurs et les systèmes d'information et bases de données utiles; 3) **diffusion de l'information et des connaissances** par la production de données de matériel didactique, de publications appropriées et d'instruments de diffusion.

Pour tous renseignements, s'adresser à Pat Thompson, coordinatrice, Secrétariat du programme Iwokrama, CRDI.

– Pat Thompson (pthompson@idrc.ca)

Nouvelles publications

Archer, Ronald. Archivistique et gestion des documents: rétrospective de l'aide apportée par le CRDI depuis 25 ans. Conférence interrégionale sur le développement des archives, Tunis, Tunisie, 16-29 mai 1995. Ottawa: CRDI, 1995. *(On peut en obtenir un exemplaire de Ronald Archer, au CRDI.)*

Archer, Ronald. Archives and records management: an IDRC 25 year retrospective of support. Inter-regional Conference on Archival Development, Tunis, Tunisia, 16-29 May 1995. Ottawa: CRDI, 1995. *(On peut en obtenir un exemplaire de Ronald Archer, au CRDI.)*

The best information sources for small businesses in London: report from a study on the impact of information on small businesses in London. London (Ontario): Graduate School of Library and Information Science, University of Western Ontario, 1995. *(On peut en obtenir un exemplaire de l'école supérieure précitée, N6G 1H1.)*

L'information, outil de transformation: la dimension sexuelle, par le Groupe de travail du CRDI sur le genre et l'information, dans *L'autre developpement: L'égalité des sexes dans la science et la technologie*, par le Groupe sur les femmes, la science et le développement, Commission des sciences et de la technique au service du développement, Nations Unies. (Sous presse.) Ottawa: CRDI.

Lefebvre, Élisabeth, et Louis A. Lefebvre. Methodologies for measuring the adoption and impact of information and communication technologies on the productivity and competitiveness of SMEs. Montevideo: CRDI, 1995. *(On peut en obtenir un exemplaire du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Antilles du CRDI, lacro@idrc.ca.)*

Lenser, Stephen. Canadian Interest Group in Informatics for Development. *Information Technology in Developing Countries*, 5(2): 8-11, avril 1995.

Making a difference: measuring the impact of information on development. Proceedings of a workshop held in Ottawa, Canada, 10-12 July 1995, edited by Paul McConnell. Ottawa: CRDI, 1995. 30 $ CAN.

McConnell, Paul, et Bev Chataway. Information and the International Development Research Centre. *Government Information in Canada/Information gouvernementale au Canada*, 2(1), été 1995. (http://www.usask.ca/library/gic)

Nijhawan, Tavinder, et Paul McConnell. Post-UNCED information initiatives of IDRC. *The Network: the Independent Sector's Newsletter (The Centre for Our Common Future)*, avril-mai 1995, p. 3, 5.

Stone, Martha B. Information: a plea for clarity of meaning. Keynote address, presented at the INFO '95 International Congress of Information, Havana, Cuba, 25-29 September 1995. *International Forum on Information and Documentation*, 20(3): 3-8, 1995.

Stone, Martha B. Whither librarians? *Feliciter*, 41(7/8): 56-60, juillet-août 1995 (Document tiré d'une communication présentée à la conférence annuelle de la Canadian Libraries Association à Calgary (Alberta) en juin 1995.)

Pour obtenir les publications du CRDI, prière de s'adresser aux Éditions du CRDI, B.P. 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9 (télécopieur: (613) 563-0815; order@idrc.ca).

Technologie de l'information au service du développement

Le retour de la revue *Information Technology for Development (ISSN: 0268-1102)* ménage une nouvelle tribune internationale fort souhaitable pour les débats, la sensibilisation et les échanges d'information dans un domaine d'un intérêt grandissant pour les pays en développement. Dans sa formule antérieure, cette publication s'est heurtée à des difficultés il y a quelques années et a cessé de paraître. Avec des partenaires, le Secrétariat pour les pays du Commonwealth et l'UNESCO, le CRDI a appuyé sa refonte et sa relance avec un nouvel éditeur (IOS Press à Amsterdam) et un nouveau comité de rédaction international dirigé par M. Sri Ramani, du National Centre for Software Technology à Bombay. Cette revue veut surtout permettre des décisions plus éclairées en matière de conception, d'adaptation, de transfert et d'utilisation de la technologie de l'information et mieux faire comprendre le rôle et l'influence de cette technologie dans le développement. La rédaction est particulièrement désireuse de recevoir des textes des pays en développement. Le tarif d'abonnement aux quatre livraisons prévues par an est de 172 USD pour les institutions et de 40 USD pour les particuliers. On peut obtenir gratuitement quelques numéros spécimens de Carole Laplante (claplante@idrc.ca). Vous pouvez faire parvenir les demandes d'abonnement à votre fournisseur habituel ou directement à IOS Press, soit aux Pays-Bas (télécopieur : 31 20 620 34 19), soit Burke, VA, USA (télécopieur: 1 703 250 4705).

— Paul McConnell (pmcconnell@idrc.ca)